

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nous, les forces vives de Mayotte, exprimons notre profonde déception et regret face à l'insuffisance des réponses apportées par le gouvernement à la crise de sécurité et d'immigration qui afflige notre île.

Les forces vives, à l'origine des barrages, rappellent avoir fait confiance au gouvernement pour la mise en œuvre de son plan d'action contre l'immigration et l'insécurité. Cependant, elles constatent, avec une grande désolation, que le gouvernement se contente davantage d'effets d'annonce (Interdiction de vente de machettes et euthanasie des chiens) que de mesures concrètes ayant un impact sur la délinquance et la violence qui rongent la société mahoraise. Les attaques continuent de se produire sur les différents axes routiers de Mayotte et les violences urbaines, bien que réduites pendant le mois sacré du Ramadan, persistent dans différentes localités, notamment dans les communes urbaines. La population de Mayotte ne perçoit pas les effets de ces mesures malgré les annonces et les promesses du gouvernement.

Nous proposons d'engager une discussion constructive afin de trouver des solutions durables garantissant notre sécurité et notre bien-être. Nous sommes convaincus que l'implication directe des citoyens dans les stratégies de sécurité, en complément des actions de l'État, est cruciale pour répondre efficacement à cette urgence. Cela inclut :

- la définition d'objectifs clairs, co-construits et partagés à l'avance avec tous, et vérifiables par chacun;
- la définition d'une méthode de travail incluant un calendrier des échéances;
- la participation des forces vives au comité de suivi pour évaluer les progrès réalisés sur cette question.

Le stade de Cavani a été évacué, mais les migrants restent à proximité, rendant la vie difficile aux habitants de cette localité. Chaque jour, un nombre inarrêtable de migrants débarquent sur les côtes mahoraises.

Concernant l'abrogation du titre de séjour territorialisé et la fin du droit du sol à Mayotte, mesures actées par le gouvernement dans le courrier du ministre de l'Intérieur en date du 14 février 2024, nous constatons des sorties médiatiques inquiétantes de la part de membres de la majorité présidentielle censés soutenir ces mesures au parlement. Les inquiétudes que les forces vives avaient pressenties et exprimées dans une lettre le 13 février 2024 se confirment. En effet, le président de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, Sacha Houlié, s'est dit opposé à la suppression du droit du sol à Mayotte, malgré les difficultés constatées lors de sa visite sur le territoire.

Les forces vives regrettent de constater que les préoccupations de Mayotte sont enlisées dans des débats dogmatiques nationaux, alors même que la population est confrontée à un péril immédiat.

Une assemblée générale se tiendra à la fin du mois de Ramadan, et le gouvernement devra assumer les décisions qui en découleront si les barragistes, ayant fait confiance au gouvernement pour mettre en œuvre ses mesures, constatent lors des réunions de bilan mensuelles, désormais tenues tous les 22 du mois (jour anniversaire du mouvement), la persistance du gouvernement sur les effets d'annonce.

Les forces vives tiennent à rappeler que, face à des actions gouvernementales insatisfaisantes, elles seront contraintes de reprendre les blocages, cette fois de façon plus intense, jusqu'à ce que des solutions durables soient mises en œuvre.

L'objectif est, une nouvelle fois, d'assurer la liberté de circulation à Mayotte, permettant un accès sécurisé à tous les points de l'île à tout moment, que ce soit pour aller au travail sans crainte d'agression, se rendre à la plage, ou encore garantir aux enfants un chemin sûr vers l'école.

Les Forces Vives de Mayotte